

**COP-6, La Haye, Pays-Bas
20 Nov. 2000**

**Déclaration de la délégation de la Côte d'Ivoire à la Sixième
Conférence des Parties à la Convention Cadre des Nations Unies
sur les Changements Climatiques**

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Honorables délégués,

C'est avec grand plaisir que j'adresse, au nom de mon pays, mes remerciements et mes vives félicitations au Gouvernement Néerlandais pour l'organisation sur son sol et dans cette belle cité de la Haye, de la Sixième Session des Etats Parties à la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques.

A l'instar de l'ensemble des Etats réunis ici, la Côte d'Ivoire a ratifié cet important instrument international (ratification le 29 /11/1994). Conformément aux décisions prises lors de la Conférence de Rio, et dans le cadre de sa politique nationale de préservation de l'environnement et de promotion d'un développement durable, notre pays s'est attelé à l'élaboration et à la mise en oeuvre d'un plan national formulé en dix programmes-cadres s'étendant sur la période 1996-2010. Ces programmes concernent :

- Le développement agricole durable ;
- La préservation de la bio diversité ;
- La gestion des établissements humains ;
- La gestion de l'espace littoral ;
- La lutte contre la pollution et autres nuisances industrielles ;
- La gestion intégrée de l'eau ;
- L'amélioration et la gestion des ressources énergétiques ;
- La recherche, l'éducation, l'information et la sensibilisation ;
- La gestion intégrée et coordonnée de l'information environnementale ;
- Et l'amélioration du cadre institutionnel et réglementaire.

Des projets spécifiques en relation directe avec l'objet de nos débats ont pu être mis en oeuvre.

C'est ainsi que dans le domaine de la maîtrise de l'énergie, la Côte d'Ivoire a abrité et mis en oeuvre un projet pilote régional sur l'efficacité énergétique permettant la réduction des émissions de gaz à effet de serre, par l'utilisation d'un réfrigérant non agressif pour l'ozone répondant tout à la fois aux exigences d'économie d'énergie dans les bâtiments et à celles de réduction d'émission de gaz à effet de serre. Ce projet financé par le FEM et exécuté par le PNUD, a connu un réel succès. L'extension de ce projet à toute la sous région ouest africaine pourrait entraîner

une réduction de 30 à 35 % des consommations d'électricité et engendrer corrélativement une réduction sensible des émissions de gaz à effet de serre.

Par ailleurs dans le cadre de ses engagements découlant de la Convention, la Côte d'Ivoire vient d'achever l'élaboration de sa première Communication Nationale. Cette Communication est présentée au cours de cette Conférence.

Malgré sa part encore insignifiante des émissions anthropiques de gaz à effet de serre, notre pays, tout comme de nombreux pays africains peut offrir un potentiel intéressant « d'évitement » ou de stabilisation de ces gaz, voire d'augmentation des puits de séquestration.

Monsieur le Président, distingués délégués,

Cette Sixième Conférence des Parties devra faciliter l'entrée en vigueur rapide du Protocole de Kyoto en donnant un contenu concret aux engagements prescrits sous la Convention et son Protocole.

Elle devra notamment adopter les dispositions susceptibles de donner vie aux mécanismes établis par le Protocole, en particulier le Mécanisme de Développement Propre (MDP), qui constitue actuellement le principal moyen d'action commun entre le Nord et le Sud, et qui vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre, tout en favorisant le développement durable. Il est essentiel que soit pris en compte dans ce contexte les principes de transparence et d'équité dans la mise en place et le fonctionnement des institutions chargées de gérer ce mécanisme dans sa phase intérimaire.

Point n'est besoin d'insister sur le transfert de technologies adaptées, la mise en place d'un Fonds d'adaptation qui viendrait s'ajouter aux autres financements existants, et le financement des Communications Nationales et des études de vulnérabilité, questions qui revêtent pour l'ensemble des Etats en développement, une importance particulière. Mon pays souhaite que ces questions retiennent la plus grande attention de la part de nos partenaires du Nord.

Enfin, Monsieur le Président et distingués délégués, la Côte d'Ivoire attend de cette Sixième Conférence des décisions et des mesures de nature à mobiliser les appuis nécessaires à un renforcement des capacités institutionnelles, techniques et humaines.

Nous demeurons persuadés qu'appliqué dans sa lettre et dans son esprit, le Protocole de Kyoto aidera à modifier l'orientation du développement de tous les pays inscrits en non annexe I, et leur permettra d'assumer effectivement leur part de responsabilité dans la lutte commune de l'humanité pour le salut de notre planète. Il sera surtout un puissant facteur de rapprochement et de réconciliation entre tous les peuples de notre planète.

Je vous remercie